

La technologie au service de la solidarité

Les plateformes numériques, qui se positionnent comme de simples intermédiaires, ont engendré de nouvelles servitudes, tout en assurant la prospérité de quelques fondateurs ou spéculateurs. Comment faire pour que le progrès technologique puisse servir au plus grand nombre ? Le mouvement « Platform cooperativism » mise sur la solidarité et un changement de culture afin de reconnecter l'économie digitale avec les communautés locales.

Progressivement, de grandes parties de l'économie traditionnelle sont remplacées par l'économie digitale. Nous nous connectons à l'internet pour y trouver des moyens de transport, des emplois, des relations ou un logement. De nouveaux services apparaissent et rendent notre vie quotidienne plus simple. Des coursiers nous livrent nos repas à domicile, nos voisins sont prêts à bricoler pour nous, à faire notre ménage ou à sortir notre chien et nos poubelles pour des prix défiant toute concurrence.

Pour répondre à ces nouvelles opportunités de marché, l'Internet a été largement investi par des sociétés fortement capitalisées. Elles peuvent s'y déployer de manière décentralisée et souvent immatérielle, échappant ainsi aux réglementations mises en place par les États. Cette immatérialité et cette facilité d'expansion rendent cette économie extrêmement attrayante pour les investisseurs, qui misent du capital-risque sur ces start-up dans l'espoir d'un retour sur investissement rapide et exponentiel.

Ces entreprises profitent d'un manque d'encadrement légal et de la lenteur de la régulation pour imposer leur modèle économique ou faire des profits rapidement, jusqu'à ce que la régulation les rattrape. Au nom de la « disruption », elles négligent très souvent les responsabilités inhérentes à leur entrepreneuriat en se désolidarisant au maximum des utilisateurs, qui créent pourtant la valeur de leur entreprise. Elles revendiquent un statut de simple intermédiaire, se dégageant autant que faire se peut des transactions qui se concluent sur leur plateforme. Elles évitent de payer des taxes dans les pays où elles opèrent et refusent d'assumer leur rôle d'employeur quand celui-ci est pourtant criant. Elles ne contribuent donc pas à la sécurité sociale. Elles violent les réglementations existantes en opérant sous un vocabulaire nouveau et estiment que les termes et conditions d'utilisation de leurs plateformes peuvent supplanter les législations locales.

L'ère digitale leur permet d'appliquer une stratégie de management ultra-rationalisée où les décisions sont prises par des algorithmes. Cette manière de procéder se veut scientifique alors même que les décisions intrinsèques à l'écriture de ces algorithmes sont établies selon des règles qui sont tout sauf transparentes. Pourtant ce sont ces algorithmes qui décident qui peut avoir accès à la plateforme, qui ne travaille pas assez vite, qui peut être considéré comme étant de confiance ou encore qui serait la cible idéale pour telle publicité. Ils permettent ainsi aux gestionnaires de se désresponsabiliser de leurs prises de décision. Ce n'est plus le manager qui décide du fonctionnement opérationnel, c'est la machine.

PEU DE PLACE POUR L'HUMAIN

Tout ceci crée une société ultra-compétitive où il y a très peu de place pour l'humain, sa diversité, sa complexité et son bien-être. Pourtant la technologie est créée dans le but de servir les humains. Elle devrait donc nous permettre de nous élever et de créer une société plus égalitaire. Au jour d'aujourd'hui, il semblerait pourtant qu'elle soit principalement mise au service de sociétés capitalistes en quête de domination mondiale et de gain financier sans limite. Nous nous sommes collectivement perdus dans cette quête ultra-rapide de l'efficacité, où tout semble inévitablement destructeur. Au nom du progrès technologique, l'ère de la «disruption» s'est emparée à la fois des entreprises, de leurs usagers et de nos pouvoirs législatifs. Pourtant il semblerait que cette quête de l'efficacité ne satisfait plus tout le monde. Il y a une quête d'autre chose, une chose autre qui n'est pas clairement définie. On assiste à la création de mouvements citoyens comme «Indignados», «Nuit debout», «Tout autre chose», «Occupy Mouvement» ou «Islave». Partout dans le monde, les gens se rassemblent et s'interrogent sur leur environnement et les changements qu'il a subis. Les générations que certains se plaisent à qualifier de «Y» (les 20-40 ans) ou de «Z» (les moins de 20 ans, qui ont toujours connu internet) aspirent à des emplois où ils peuvent avoir un «impact» sans forcément pouvoir définir ce que celui-ci engloberait. Des manifestations de contestation s'organisent contre Uber, Deliveroo, Amazon ou Airbnb. La littérature et les séries télé sont inondées d'univers dystopiques comme ceux de *Black Mirror*, qui nous confrontent aux dangers de nos pratiques technologiques. Et en parallèle, on constate que des partis populistes surfent sur la nostalgie du passé, qui leur donne un pouvoir d'attraction considérable.

Il est évident qu'une grande partie de la population est inquiète quant au changement drastique subi par notre société ces quinze dernières années et qu'elle est fatiguée de cette folle course disruptive. Pourtant l'Internet n'avait pas pour vocation de devenir un instrument de servitude et il est possible de le réinventer. De changer l'usage qu'on en fait et de réguler ce qui a grandement besoin de l'être. On peut construire des technologies qui diminueraient les inégalités et qui permettraient de construire une société qui soit en marche pour tous.

UN MOUVEMENT FÉDÉRATEUR

Depuis deux ans, le mouvement *Platform Cooperativism* cherche à fédérer les activistes, les milieux académiques, les politiciens, entreprises et mouvements sociaux qui œuvrent au quotidien à la construction d'un monde digital mieux régulé. Il s'est donné pour objectif de rassembler les voix de ceux qui proposent des alternatives afin qu'ensemble ils puissent constituer une force de proposition d'un nouveau paradigme économique et social. Cette initiative est née en 2015 de la rencontre de Trebor Scholz et Nathan Schneider. Trebor Scholz est un chercheur qui étudie l'impact de la révolution numérique sur les conditions des travailleurs. Nathan Schneider est un journaliste qui, à l'époque, couvrait le mouvement Occupy Wall Street. Ils ont décidé d'unir leurs forces pour voir si des modèles économiques alternatifs existaient et pour les promouvoir en organisant une conférence. Cette conférence qui s'intitulait «Platform Cooperativism. The internet, ownership, democracy» a eu lieu à la New School of New York en novembre 2015 et a rencontré un succès qui dépassait largement leurs espérances.

Partout dans le monde des manifestations similaires ont suivi, rassemblant des gens qui partagent leur envie d'une société et d'une économie digitale plus empathiques. Les responsables de certaines villes exposent les stratégies qu'ils déploient pour reconnecter l'économie digitale avec leur économie locale¹. Des syndicats nouveaux et anciens échangent autour de l'importance de leur mobilisation dans cette nouvelle ère où l'on promeut l'agilité. Des écoles développent des cursus étudiant les modèles économiques alternatifs. Des universitaires et des journalistes comme Trebor Shottz, Naomi Klein et Nathan Schneider se voient accorder une attention considérable. Une ville comme Gand fait appel à un spécialiste du *p2p* comme Michel Bauwens afin de mieux cerner les besoins de ses communautés locales. Les maires de Londres, Bruxelles et Barcelone interdisent ou régulent les activités d'entreprises comme Uber ou AirBnB dans leurs villes. Leurs initiatives contribuent à la lutte contre la précarisation des travailleurs, la destruction de la protection sociale, la disparition des taxes locales et l'inflation des loyers. Des chercheuses comme la techno-sociologue Zeynep Tufekci ou la mathématicienne Cathy O'Neil font le point sur l'impact sociétal des nouvelles technologies sur notre environnement et notre rapport à l'autre². Les entreprises sociales et les coopératives partagent leur expertise en matière de gouvernance. Elles mettent l'accent sur la nécessité de ralentir et d'étudier les avantages des modèles économiques patients qui permettent de créer des entreprises saines où toutes les parties impliquées trouvent leur compte.

On peut épingler de nombreuses entreprises qui construisent des plateformes digitales éthiques au service de leur communauté et de leur développement. Des coopératives comme SMart offrent des services qui sécurisent les carrières des travailleurs autonomes en partageant une entreprise dont le fonctionnement s'articule en partie autour d'une plateforme numérique. Des photographes s'organisent pour gérer eux-mêmes la vente de leurs photographies sur la plateforme coopérative Stocksy. TaxiClick est une application gérée par un consortium de coopératives de taxis. Elle rassemble près de 5000 chauffeurs répartis sur toute l'Italie. Leurs clients peuvent commander un taxi, payer un prix juste, tout en s'assurant que les conducteurs sont traités équitablement. Dans le Queens à New York, l'application Coopify met en relation les clients avec une coopérative d'aide-ménagère. Les exemples foisonnent et il est intéressant de noter que la digitalisation de ces entreprises se fait uniquement pour servir les besoins de leurs communautés.

Ces besoins ne débouchent pas systématiquement sur une quête de domination globale mais peuvent prendre forme sur des territoires restreints. Le modèle coopératif assure une transparence à ses utilisateurs et un engagement bienveillant des différentes parties prenantes. Ces plateformes sont ancrées dans leurs territoires dont elles respectent les particularités légales. Elles sont la preuve que, si le modèle économique d'une entreprise est inclusif, la valeur créée peut être redistribuée équitablement dans les communautés locales.

¹ Citons notamment une conférence organisée à Bruxelles par Fébécoop en mars 2017, en collaboration avec SMart, Network Bewust Verbruiken et Coopcity. <http://febecoop.be/fr/cases/conference-sur-les-plateformes-cooperatives/>

² Voir plus loin, Sources et ressources.

PATIENCE ET EXPÉRIMENTATION

Le modèle coopératif intégrant la digitalisation démontre que la patience peut aller de pair avec le progrès technologique au bénéfice du plus grand nombre. Et c'est peut être bien cela qui nous manque aujourd'hui: la patience. On souffre tous du syndrome Google; toutes les réponses et solutions se trouvent à quelques clics. Il ne peut pas en être de même pour la construction d'une économie inclusive. On ne peut pas se déresponsabiliser en tant que consommateur, entrepreneur, investisseur ou politique des choix qu'on fait. Faire société implique faire des concessions et porter une responsabilité face à l'autre. Il n'y a pas de solution simple pour évoluer et entreprendre au sein d'un groupe d'individus ancrés dans un territoire particulier. On ne peut certainement pas rationaliser cette évolution et déléguer sa gestion à une couche de *software*. Pour constituer un véritable progrès, la technologie doit être mise au service des besoins des communautés et aboutir à une redistribution des bénéfices au plus grand nombre.

Le mouvement *Platform Cooperativism* en est bien conscient: afin qu'une restructuration de fond puisse s'opérer, il faudra laisser une place à l'expérimentation de divers modèles et stratégies économiques et à l'innovation sociale. Il faudra accepter que des solutions partielles ou hybrides émergent. Celles-ci permettront la transition de l'ancien au nouveau paradigme économique. L'objectif est de construire un nouveau système économique et d'élaborer les récits cohérents qui s'y rapportent. C'est un processus lent qui nécessite la mobilisation des politiques, des syndicats, des entrepreneurs, des investisseurs et des consommateurs. Afin de garantir un impact structurel, il faut permettre l'expérimentation avec des moyens multiples et évaluer en cours de route l'impact des différentes stratégies. Il s'agit d'œuvrer pour un changement culturel. De passer d'un système individualiste, qui vise le profit personnel, à un état d'esprit solidaire. Il faut s'assurer que les outils qu'on développe contribuent au bien-être de tous les acteurs qu'ils mettent en réseau et impactent positivement l'environnement dans lequel ils s'inscrivent. De cette manière, on pourra créer les outils de demain qui auront pour valeurs centrales la justice sociale et le partage authentique.

Lieza DESSEIN

Novembre 2017

Le 9 mars 2017, Fébécoop a organisé à Bruxelles une conférence sur les plateformes coopératives, avec l'objectif de «rassembler en Belgique la communauté des acteurs qui s'intéressent aux plateformes coopératives, et jeter les bases d'un écosystème propice à l'émergence et au développement de telles initiatives».

La présentation des interventions et plusieurs exposés filmés sont disponibles en ligne.

Pour l'introduction générale, lire :

<http://febecoop.be/fr/cases/des-ambitions-concretes-pour-une-economie-collaborative-cooperative/>

Koen FRENKEN, professeur d'étude de l'innovation à l'Université d'Utrecht, explique la différence entre l'économie collaborative et l'économie des petits boulots. Il envisage les scénarios d'avenir possibles. A découvrir (en anglais, avec traduction simultanée, comme si vous y étiez) :

<http://febecoop.be/fr/cases/leconomie-collaborative-concepts-et-realites-par-koen-frenken/>

Trebor SCHOLZ, l'un des pères fondateurs du platform cooperativism, appelle à développer de toute urgence une économie du partage démocratique et juste :

<http://febecoop.be/fr/cases/lavenir-des-plateformes-partage-cooperatives/>

Michel BAUWENS est l'un des pionniers et un porte-parole du mouvement peer-to-peer. Il explique pourquoi les villes ont un rôle important à jouer dans le changement social aujourd'hui, en particulier dans la mise en œuvre de l'économie collaborative, locale par définition.

<http://febecoop.be/fr/cases/les-defis-rencontres-par-les-villes-contemporaines-un-enjeu-pour-les-plateformes-cooperatives/>

#platformcoop

Yochai BENKLER *The Penguin and the Leviathan: How Cooperation Triumphs over Self-Interest*, New-York, Random House, 2011

Guillaume COMPAIN, *Plateformes: le choc des civilisations?*, SMart, 2017

Tomas L. FRIEDMAN, *Thank You for Being Late: An Optimist's Guide to Thriving in the Age of Accelerations*, 2016, Londres, Penguin Books, 2017

Sandrino GRACEFFA (avec la collab. de Roger BURTON, Virginie CORDIER et Carmelo VIRONE), *Refaire le monde...du travail, une alternative à l'ubérisation de l'économie*, Valence, Ed. REPAS, 2016

Naomi KLEIN, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, traduit de l'anglais (Canada) par Nicolas CALVÉ et Geneviève BOULANGER, Arles, éd. Actes Sud – Lux, 2015

Maxime LAMBRECHT «L'économie des plateformes collaboratives», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2311-2312, 2016.

Jack LINCHUAN QIU, *Goodbye iSlave: A Manifesto for Digital Abolition*, University of Illinois Press,, coll. Geopolitics of Information, 2016

Cathy O'NEIL, *Weapons of Math Destruction: How Big Data Increases Inequality and Threatens Democracy*. New York, Crown Publishers, 2016.

Voir compte rendu de ce livre par Olivier CHARBONNEAU sur le site Culture libre; <http://www.culturelibre.ca/2016/12/08/lecture-de-weapons-of-math-destruction-cathy-oneil-crown-publishers-2016/>

Trebor SCHOLZ et Nathan SCHNEIDER, *Ours to Hack and to Own. The Rise of Platform Cooperativism, a New Vision for the Future of Work and a Fairer Internet*, New York, OR Books, 2016.

Zeynep TUFEKCI, Conférence vidéo: We're building a dystopia just to make people click on ads'' https://www.ted.com/talks/zeynep_tufekci_we_re_building_a_dystopia_just_to_make_people_click_on_ads